Zeitschrift: Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Annuaire Suisse d'histoire économique et sociale

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte

Band: 35 (2020)

Artikel: Le paysan suisse s'empare de la rue! : Manifestations paysannes (1954, 1961, 1972) et malaise paysan

Autor: Savoy, Guillaume

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-881006

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Guillaume Savoy

Le paysan suisse s'empare de la rue!

Manifestations paysannes (1954, 1961, 1973) et malaise paysan

Swiss farmers taking to the street to protest! Farmers' demonstrations (1954, 1961, 1973) and malaise

The aim of our study is to analyse the development of farmers' demonstrations in Switzerland during the post-war period. It focuses on three large-scale street protests that took place on the Bundesplatz in Bern in 1954, 1961 and 1973. While this mode of operation seems to have been the prerogative of the workers' movement during the inter-war period, a part of the farmers' world, in the grip of an existential malaise, joined this new protest repertoire. Indeed, the use of demonstrations as a direct political action deserves to be questioned in order to understand the relationship between the Swiss farmer and the street protest. How is the mythical image of the Swiss farmer changing from a patriotic figure into a sometimes violent demonstrator in the streets of the federal capital?

Les changements structuraux dans le domaine agricole bouleversent de manière radicale le métier de paysan au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Symbole fondateur du patriotisme, de la «suissitude»[1] et de la souveraineté alimentaire lors du plan Wahlen, le paysan d'après-guerre maintient durant un temps son image de héros de la patrie dans la perception populaire de la défense spirituelle. Pourtant, la période des Trente Glorieuses voit disparaître le modèle d'une agriculture suisse de subsistance au profit d'un système économique toujours plus tourné vers la société de marché. Déjà au virage des années 1950 apparaissent les premiers soubresauts politiques d'un changement inéluctable à l'occasion de la Loi sur l'agriculture de 1951,[2] qui cherche à garantir l'avenir obscurci de la paysannerie suisse. Parallèlement,

1 Paysan comme «champion de la suissitude» selon François Walter, Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature, du XVIIIe siècle à nos jours, Carouge-Genève 1990, p. 150.

2 RO 1953 1095, Loi fédérale sur l'amélioration de l'agriculture et le maintien de la population paysanne, en particulier les articles Nos 18 et 29.

Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte 35, S. 187–212.
© 2020 Chronos Verlag, Zürich, ISBN 978-3-0340-1606-3, ISSN 1664-6460

sous l'effet de nouvelles politiques fédérales comme l'article constitutionnel sur la protection de la nature et du paysage en 1962,[3] le paysan se révèle progressivement comme jardinier du paysage suisse. Loin d'être uniforme et coordonné, ce phénomène de modernisation, très rapide et impulsé par un État acteur dans le domaine agricole, ne va pas sans occasionner des résistances et des questionnements identitaires dans le milieu paysan conservateur rétif aux changements et à la libéralisation.
L'agrégat d'associations agricoles que représente l'Union suisse des paysans (USP) depuis 1897 voit naître parmi ses membres de nouvelles forces prêtes à prendre le chemin de la rue pour défendre un modèle d'agriculture différent, plus tard alternatif. D'abord très circonspectes face à l'action manifestante publique, les organisations de défense professionnelle s'y résolvent pourtant en réaction à la volonté de leur base, qui est mue par un profond malaise quant à son existence même. Ainsi, notre contribution analyse trois manifestations paysannes, symbole de protestation, et leur perception dans l'espace public suisse de l'après-guerre. Elle se concentre sur trois événements d'envergure nationale qui ont eu lieu à Berne. Loin de rassembler à chaque fois tous les courants actifs dans la paysannerie, ces trois manifestations dénotent néanmoins un fort sentiment de mobilisation et d'unité professionnelle, généralement absent dans l'agriculture. Le cadre temporel s'arrête en 1973, année à partir de laquelle les discussions concernant le General Agreement on Trades and Tariffs (GATT) et ses implications en Suisse déplacent progressivement le lieu d'action et de revendication des manifestations, transformant un mouvement national en mouvement transnational. Si la manifestation de 1954 s'organise principalement autour de l'Union des paysans fribourgeois (UPF) et du syndicat paysan alternatif suisse romand, l'Union des producteurs suisses (UPS), celle de 1961, qui rassemble 40 000 paysans, est organisée par la puissante organisation faîtière de l'USP et est entourée d'un fort écho médiatique du fait de sa dégénération en violences de rue. À la suite de cette expérience négative, et conformément à sa tradition de compromis avec l'Office fédéral de l'Agriculture (OFAG) et le Conseil fédéral, l'USP rechignera désormais à mettre sur pied de nouvelles manifestations publiques, qui pourtant continuent d'exister grâce à d'autres organisations dissidentes comme c'est le cas en 1973 autour de l'UPS.
Il convient de replacer les trois actes manifestants dans un contexte plus général de changements structurels dans le milieu paysan et son économie au XXe siècle. Dans leur ouvrage *Bauern im Industriestaat*, Werner Baumann et Peter Moser dressent un tableau complet de cette évolution en Suisse entre 1918 et 1968.[4] Baumann et Moser présentent d'une part le parcours sinueux de la politique agricole historiquement très

3 RO 1962 783, L'article constitutionnel sur la nature accepté en 1962 et sa prolongation dans la loi sur la protection de la nature de 1966.

4 Werner Baumann, Peter Moser, Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918–1968, Zurich 1999.

liée à l'USP à Brugg et d'autre part les divers mouvements dissidents qui émergent sur l'aile gauche, mais aussi droite, de l'association faîtière des paysans. Ils mettent en lumière un processus de marginalisation du paysan dans la société industrielle et diagnostiquent une crise d'orientation du métier face aux bouleversements techniques et économiques. Cet ouvrage, et plusieurs autres,[5] abordent également la question de l'opposition paysanne, d'abord concentrée en Suisse alémanique autour du Jungbauernbewegung puis, après 1945, plutôt présente en Suisse romande sous la forme de l'UPS. Baumann et Moser théorisent l'apparition d'un nouvel idéal paysan au mélange «biculturel» souvent contradictoire: le paysan de l'ancienne coutume et l'agriculteur au style de vie moderne qui caractérise l'après-1945. Pour compléter ce tableau, il est important de signaler ici les recherches ethnologiques récentes d'Yvan Droz *Un métier sans avenir?*[6] et de Jérémie Forney *Ethos et subversions quotidiennes chez les paysans romands*.[7] Il faut par ailleurs noter l'énorme travail sociologique réalisé sur la question du monde rural et paysan principalement fondé sur le terrain français, qui permet de comprendre la détresse, le manque de repère et la désorientation que peuvent ressentir certains acteurs du milieu paysan en déconstruction, en modernisation.[8]

Le deuxième domaine qui nous intéresse se rapporte à la manifestation paysanne et aux liens entretenus par la paysannerie avec le milieu syndical prônant parfois l'action directe. L'article de Jean-Philippe Martin «Des paysans contestataires et novateurs (années 1960–début du XXIe siècle)»[9] retrace la contestation de la direction du syndicalisme agricole majoritaire et la volonté d'action directe en masse, en vue de contrecarrer le productivisme libéral majoritaire. Plusieurs articles nous sont en outre utiles à la comparaison comme les articles de Bruneteau ou Mendras

5 René Riesen, Die schweizerische Bauernheimatbewegung (Jungbauern). Die Entwicklung von den Anfängen bis 1947, éd. par Dr Hans Müller, Berne 1972; Daniel Härry, Andreas Ladner, Opposition in der Bauernschaft. Die Union des producteurs suisses (UPS), Zurich 1983, et Albert Tanner, Anne-Lise Head-König, Les paysans dans l'histoire de la Suisse (Société suisse d'histoire économique et sociale, vol. 10), Zurich 1992.

6 Yvan Droz, Valérie Miéville-Ott, On achève bien les paysans. Reconstruire une identité paysanne dans un monde incertain, Chêne-Bourg 2001 ainsi qu'Yvan Droz, Jérémie Forney, Un métier sans avenir? La grande transformation de l'agriculture suisse romande, Genève 2007.

7 Jérémie Forney, Ethos et subversions quotidiennes chez les paysans romands, in: Suzanne Chappaz-Wirthner (éd.), Entre ordre et subversion. Logiques plurielles, alternatives, écarts, paradoxes, Paris 2007, pp. 119–134, et Jérémie Forney, Idéologie agrarienne et identité professionnelle des agriculteurs. La complexité des images du «paysan suisse», in: Yearbook of Socioeconomics in Agriculture 4/1 (2011), pp. 13–33.

8 Yves Tavernier, Michel Gervais, L'univers politique des paysans dans la France contemporaine, Paris 1972.

9 Jean-Philippe Martin, Des Paysans contestataires et novateurs (années 1960–début du XXIe siècle), in: Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky (éd.), Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours, Paris 2012, pp. 464–474, et Jean-Philippe Martin, Histoire de la nouvelle gauche paysanne. Des contestations des années 1960 à la Confédération paysanne, Paris 2005.

qui présentent les manifestations violentes survenues en Bretagne en 1961 et qu'ils décrivent comme le ferment de tout un développement de syndicalistes paysans actifs durant les décennies suivantes (altermondialiste, Confédération paysanne…).[10] L'article d'Édouard Lynch «Détruire pour exister. Grèves du lait 1954-1972-2009»[11] offre quant à lui une vue d'ensemble très intéressante sur le répertoire protestataire moderne des paysans français qui contribue à fabriquer une image collective; le rôle des médias y est traité tout comme dans les différents articles de Dominique Wisler[12] et Ivan Bruneau.[13]

Finalement, étudier la perception d'un acteur manifestant revient à étudier la manifestation en elle-même: cela nous est permis par l'analyse et la systématisation du phénomène dans les ouvrages références de Danielle Tartakowsky,[14] et les divers compléments que peut offrir entre autres Patrick Champagne lorsqu'il étudie la perception du milieu agricole par les journaux et l'opinion publique lors des manifestations paysannes à Paris ainsi que ses mécanismes «de papier» dans *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*[15] mais aussi la fin de la paysannerie traditionnelle.[16] Enfin, l'ouvrage de Laurent Duvanel et René Lévy *Politique en rase-mottes* permet de replacer les manifestations paysannes dans le champ plus large des mouvements et des contestations en Suisse durant les Trente Glorieuses.[17]

L'étude des manifestations paysannes de 1954, 1961 et 1973 et de leur médiatisation par la presse offre la possibilité d'enrichir les réflexions sur la perception du paysan suisse dans l'espace public, en utilisant l'étude comparative comme moyen de faire émerger permanences et discontinuités. L'inflexion vers ce mode d'action reflète en effet la transformation du monde paysan qui la met en œuvre. Dès lors, quelle est l'image du paysan suisse véhiculée par ce nouveau mode d'action utilisé par les paysans? Comment se modifie l'image du paysan suisse qui n'est plus uniquement celle du paysan patriote des campagnes, mais celle du manifestant revendicateur, parfois violent, dans les rues de la capitale fédérale? Par manque de place dans la présente

10 Bernard Bruneteau, De la violence paysanne à l'organisation agricole. Les manifestations de juin 1961 en pays bigouden, in: Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest 100/2 (1993), pp. 217–232.

11 Édouard Lynch, Détruire pour exister. Les grèves du lait en France (1964, 1972 et 2009), in: Politix 103/3 (2013), pp. 99–124.

12 Dominique Wisler, Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse, in: Revue française de sociologie 40/1 (1999), pp. 121–138.

13 Ivan Bruneau, L'érosion d'un pouvoir de représentation, l'espace des expressions agricoles en France depuis les années 1960, in: Politix 103/3 (2013), pp. 9–29.

14 Olivier Fillieule, Danielle Tartakowsky, La manifestation, Paris 2008; Michel Pigenet, Danielle Tartakowsky, Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours, Paris 2012; Danielle Tartakowsky, Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France, Paris 1998.

15 Patrick Champagne, Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique, Paris 2010.

16 Patrick Champagne, L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française 1950–2000, Paris 2002.

17 Laurent Duvanel, Politique en rase-mottes. Mouvements et contestation en Suisse. 1945–1978, Lausanne 1984.

contribution, nous n'aborderons en revanche que peu le contexte détaillé, l'analyse des acteurs particuliers et le déroulement précis des trois manifestations pour pouvoir se consacrer en priorité sur la question de la perception de l'acte manifestant.[18]
En raison du caractère propre aux mouvements sociaux, l'observation des actions de protestation n'est pas aisée. Aussi, la volonté de traiter cette question au travers de la représentation du paysan dans l'espace public nous a conduit vers trois types de sources. Premièrement, nous nous sommes intéressés aux sources disponibles dans les diverses archives des mouvements de défense professionnelle et de syndicats paysans. Les Archives de l'USP, organisation faîtière de la quasi-totalité des associations agricoles suisses, nous ont semblé les plus à même de laisser transparaître l'opinion institutionnelle majoritaire. Les Archives de l'UPF sont quant à elles très instructives, surtout pour la manifestation de 1954, qui est en grande partie organisée et soutenue par l'association fribourgeoise. Enfin, les Archives de l'UPS, association minoritaire dissidente, et en particulier le journal du syndicat paysan, *L'Union*. Deuxièmement, notre recherche s'est tournée vers les Archives publiques de la police municipale de Berne qui officiait pour le maintien de l'ordre durant ces trois manifestations, mais dont les archives concernant la manifestation violente de 1961 manquent. Le pan judiciaire nous a conduit auprès du Tribunal régional de Berne-Mittelland et de sa section pénale qui a entrepris pour nous de retrouver les actes du procès survenu en août 1966, conséquemment aux violences de novembre 1961. En outre, nous avons étendu notre recherche aux Archives du Ministère public de la Confédération (MPC).
Le second pan de notre corpus se réfère à la perception et à l'image donnée au paysan manifestant suisse dans la presse écrite suisse. Nous avons formé un échantillon de sources journalistiques représentatif des diverses tendances politiques, rédactionnelles, régionales pour ce qui concerne la presse généraliste en mettant une attention toute particulière à insérer des publications de référence aussi bien romandes que suisses alémaniques tant la différence de perception de l'acte manifestant qui peut exister entre les différentes parties de la Suisse est parfois grande.[19] Nous avons également inséré deux illustrés (*L'illustré* et *Schweizer Illustrierte*) pour suivre l'impact visuel particulier des manifestations. D'autre part, en ce qui concerne la presse spécialisée dans le milieu agricole, nous avons sélectionné les organes officiels des différentes associations agricoles analysées dans notre travail.

18 Pour les détails sur ces trois manifestations, le présent article repose sur l'ouvrage Guillaume Savoy, Identité et image du paysan suisse dans l'espace public. Les manifestations paysannes comme révélateur du malaise paysan (1954, 1961, 1973), mémoire de master de l'Université de Fribourg 2015.

19 Voir Wisler (voir note 12), pp. 121–138.

La «Marche sur Berne» de 1954: un prototype revendicatif réussi

Les manifestations paysannes dans l'espace public revêtent avant la Marche sur Berne du 9 mai 1954 le caractère d'actions directes organisées régionalement par un syndicat paysan minoritaire, isolé et généralement suisse romand. Ce mode d'action est rejeté par une large majorité de la population paysanne et par ses organisations traditionnelles. Pourtant, la réaction de la paysannerie à la baisse du prix du lait au 1er mai 1954 façonne une nouvelle image du paysan, qui désormais se conçoit non plus seulement comme patriote, mais aussi comme manifestant. L'espoir qu'a fait naître la Loi sur l'agriculture, qui ancre dans la législation le maintien d'une paysannerie saine, semble comme trahi par cette annonce, annonce qui tombe seulement quelques mois après l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 1954. Dès lors, l'effet rassembleur qu'a eu la Marche sur Berne sur l'ensemble composite des producteurs suisses[20] – le vigneron valaisan manifeste à côté du paysan fribourgeois et l'éleveur genevois à côté du paysan de montagne bernois – marque un changement profond de la perception de l'acte manifestant dans le secteur agricole et également dans la presse qui reconnaît en elle l'expression d'un mécontentement général et d'un sentiment d'abandon.[21] On peut donc parler d'«un succès psychologique»[22] de la manifestation qui arrache à la perception traditionnelle de la manifestation son caractère purement gauchisant et ouvrier. En effet, grâce à l'exemple donné par l'UPF, à qui revient la «paternité»[23] de la manifestation, notons bien que la branche agricole a découvert les avantages que peut apporter une action de masse unie sur la perception qu'en reçoit l'opinion publique.

Loin de changer brusquement de camp idéologique, le paysan suisse apprend à user, en plus des moyens traditionnels de défense professionnelle, d'un mode d'action cher au répertoire moderne de lutte sociale: la manifestation comme instrument de pression. Sans aboutir à un résultat palpable dans le court terme, la Marche sur Berne donne un signal fort au Conseil fédéral et aux Chambres fédérales quant au malaise identitaire et au mécontentement économique du monde agricole. Les revendications de la Marche finissent par être entendues dans une dynamique de négociation avec

20 Archives USP, J2.332-01#2012/119#2171*, affiche d'appel à la manifestation à Lucerne du 9 mai 1954 ainsi que J2.332-01#2012/119#2016*, Comité suisse de la «Marche sur Berne», Berichte (1954–1955), lettre de l'Innerschweizer Bauernbund (IBB) au Conseil fédéral signifiant le soutien à la «Marche sur Berne», 9 mai 1954.

21 Voir les unes des différents journaux agricoles: Le Paysan suisse, édition spéciale, 3 mai 1954, p. 1; L'Union, 30 avril 1954, p. 1; Le Paysan fribourgeois, 29 avril 1954, p. 1; La Terre vaudoise, 10 avril 1954, p. 1; Der Schweizer Bauer, 28 avril 1954, p. 2; L'Union, 30 avril 1954, p. 1; Das Bauernblatt der Nordwestschweiz, 8 mai 1954, p. 2.

22 Archives UPF, Procès-verbal du comité directeur UPF du 19 juin 1954, p. 53.

23 Archives UPF, Procès-verbal du comité directeur UPF du 19 juin 1954, p. 52.

Ill. 1 et 2: Photographies de police de la Marche sur Berne du 9 mai 1954 transmises au Ministère public de la Confédération. Archives du Ministère public de la Confédération (MPC), Archives fédérales suisses, E4320B#1990/266#7453*, Bauern-Kundgebungen, Protestkundgebungen der Milchproduzenten vom 9. 5. 1954 (1954–1959).

le rétablissement du prix du lait en novembre 1954. Cet acte de protestation qui rassemble 20 000 paysans sur la place du Palais fédéral et qui est marqué par une dignité et une discipline rigoureuse,[24] inaugure une période de collaboration nouvelle entre les diverses organisations de défense professionnelle. Souvent jugée trop conciliante avec les autorités, l'USP, organisation majoritaire, assiste, à la fois dans ses rangs et en dehors, à l'émergence d'une aspiration à plus d'action revendicatrice et protestataire. Alors qu'elle se maintient tout d'abord à l'écart du mouvement lors de la manifestation du 9 mai 1954, l'USP rejoint par la suite les organisations manifestantes dans le Comité suisse de la Marche sur Berne.[25]
Paradoxalement, la manifestation de 1954 peut être considérée comme un moyen de définir un consensus au sein de l'agrégat hétéroclite paysan. Sans apporter de réelles solutions au problème agricole, ce basculement vers une action plus publique, revendicatrice et visible cristallise un grand changement dans l'attitude du paysan suisse. La manifestation laisse entrevoir les modifications politiques qui en découlent à l'heure de l'émergence de la société de masse et de la politique de protestation de rue.

Le «rassemblement paysan» de 1961, une manifestation violente vécue comme un traumatisme

L'élan engendré par la réussite de la manifestation de 1954 conduit les organisations de défense professionnelle paysanne majoritaires à recourir de nouveau en 1961 à la manifestation afin d'exprimer le malaise paysan. En effet, l'USP tente désormais par ce moyen de sensibiliser l'opinion publique au problème de la disparition de l'agriculture. Grâce à l'usage d'une manifestation-pétition, l'USP espère attirer la sympathie de la population pour sa cause. Dès lors, en occupant l'espace public, les paysans en appellent à la justice et à l'équité pour exiger un revenu paritaire.[26]

24 Archiv SiKriPo, SAB_1001_1_180 (EB 2.15 180), Bauerndemonstrationen 9. 5. 1954, Tf. Meldungen Büro des Kdten bw. 19 der Polizeikaserne und Bericht über die Durchführung des Ordnungsdiensts ainsi que les Archives du Ministère public de la Confédération (MPC), Archives fédérales suisses, E4320B#1990/266#7453*, Bauern-Kundgebungen; Protestkundgebungen der Milchproduzenten vom 9. 5. 1954 (1954–1959), Rapport du 10 mai 1954 de l'inspecteur Pache du Ministère public fédéral à monsieur le chef du Service de la police fédérale au sujet de la manifestation paysanne du 9. 5. 1954, p. 1.

25 Archives USP, J2.332-01#2012/119#2171*, Procès-verbal du premier comité suisse de la Marche sur Berne, 13 mai 1954, pp. 2–4.

26 Le Paysan suisse, mai 1961, p. 1: «Il est incontestable et également reconnu aujourd'hui par les autorités et par la majeure partie de la population que dans les années 1960 et 1961 le revenu de l'agriculture a subi une régression générale. Les paysans ne peuvent absolument plus comprendre que dans les milieux professionnels non agricoles les salaires augmentent de façon continue malgré une réduction simultanée des heures de travail, que l'industrie, le commerce […] réalisent des gains et que, à défaut d'un accroissement de la productivité, voire malgré celui-ci, l'augmentation des coûts soit reportée sans appréhension sur les prix. […] Au contraire, l'agriculture a dû, au cours

Ill. 3 et 4: Photographies de presse de la Manifestation paysanne du 17 novembre 1961 ayant servi à l'identification et à l'inculpation des manifestants paysans lors du procès en août 1966. Archiv des Regionalgerichts Bern-Mittelland (RGBM), Strafabteilung, Amthaus Bern: Strafakten des Bauernurteils am 27. August 1966, Schachtel Burdet und Konsorten, n° 3/63 785, dossiers photographiques.

Pourtant, tandis que l'ensemble des associations agricoles prennent part au plus grand rassemblement paysan du XXe siècle en Suisse,[27] un certain amateurisme de l'USP dans l'organisation et le contrôle de la manifestation additionné à quelques dérapages de la part de manifestants principalement romands à l'issue de la partie officielle conduisent à des échauffourées devant le Palais fédéral.[28] À la suite de ces dérapages et de la réaction quelque peu excessive de la police,[29] l'opinion publique découvre au travers de la presse une image collective déplorable de la paysannerie. En effet, le paysan jusqu'alors idéalisé comme pilier nourricier de la Patrie se voit brusquement associé à la violence et à des pratiques subversives. Ce changement de perception brutal provoque un traumatisme à large échelle. Ainsi, les actes de violence de rue, qui occupent toutes les unes des journaux du pays,[30] engendrent des bouleversements majeurs concernant les interactions du monde agricole et de la société suisse.
D'une part, en réaction aux incidents violents, les associations agricoles se déchirent de nouveau ouvertement en se renvoyant la responsabilité de la dégénération de la manifestation. Si les querelles ne sont pas nouvelles tant elles ont été violentes dans l'immédiat après-guerre, le traumatisme de la manifestation de 1961 confirme que la recherche d'un front commun uni de toute la paysannerie suisse est illusoire. Dès lors, les deux courants paysans principaux s'opposent toujours plus concernant le mode d'action à entreprendre pour défendre la paysannerie. Si l'USP retrouve rapidement son rôle traditionnel de lobbyiste et de partenaire du Conseil fédéral dans la négociation et la préparation des lois durant les mois qui suivent la manifestation, l'UPS renforce pour sa part son rôle d'association dissidente prête à user de la manifestation et de l'action directe pour faire aboutir ses idées. Le renversement principal consécutif à la manifestation de 1961 consiste à rendre tabou l'action manifestante pour la majorité des paysans. En effet, si avant cet événement, un certain consensus autour de l'opportunité d'utiliser la manifestation comme moyen de pression sur les autorités fédérales avait émergé au sein des organisations agricoles, aussi bien traditionnelles que dissidentes, les dégâts d'image causés par l'échec médiatique de

des années passées, céder pratiquement aux consommateurs tous les avantages et progrès qu'elle a réalisés dans la productivité.»

27 Archives USP, J2.332-01#2012/119#2172*, nombreuses lettres des organisations cantonales ou régionales reçues par l'USP.

28 Savoy (voir note 18), pp. 81–86.

29 Archives MPC, E4320C#1995/391#913*, Rapport an die Sicherheits- und Kriminalpolizei der Stadt Bern, betreffend der Grosskundgebung des Schweiz. Bauerstand vom 17. November 1961 auf dem Bundesplatz in Bern, 24 novembre 1961, pp. 2–5.

30 Radaubrüder missbrauchten Bauerndemonstration, in: Der Blick, 18 novembre 1961, p. 1; Strassenschlacht vor dem Bundeshaus, in: Der Bund, Sonntagsausgabe, 19 novembre 1961, p. 5; Klägliches Ende der Bauerndemonstration in Bern, in: Neue Zürcher Zeitung, Morgenausgabe, 18 novembre 1961, p. 8; La manifestation de Berne dégénère en bagarres sans précédent, in: Gazette de Lausanne, 18 novembre 1961, p. 1; Lamentable spectacle à Berne, in: Journal de Genève, 18 novembre 1961, p. 2.

la manifestation de 1961 enterrent de manière durable le recours à la manifestation chez les associations majoritaires.
Pourtant, l'échec médiatique de la manifestation, qui est finalement perçue par une large majorité de la population comme une émeute, provoque un autre traumatisme, plus favorable à la paysannerie. En effet, si le malaise paysan, représenté durant la manifestation par la mise à mort d'un pantin suspendu à une potence,[31] a été complètement éclipsé par les échauffourées dans les colonnes des journaux, il n'en demeure pas moins que le malaise paysan est largement thématisé dans les débats politiques ultérieurs. Un an seulement après la manifestation de Berne, les différentes retombées positives en matière agricole font ainsi dire à l'USP, quoique très critiquée à l'issue de la manifestation, que «[l]e rassemblement a eu des effets positifs. D'abord, il a fait taire les voix qui prétendaient que les revendications paysannes étaient uniquement le fait de politiciens et d'organisations [...]. Les critiques ayant été balayées, les discussions avec les autorités et les autres milieux de l'économie purent s'engager sur des voies nouvelles.»[32] Tandis que la violence entraîne un traumatisme, elle génère aussi une prise de conscience nouvelle des autorités politiques quant au malaise existentiel que connaît le monde agricole. Ce phénomène provoqué par l'usage de la violence conduit à une réorientation de la manière de considérer l'agriculture au niveau politique, qui entreprend dans la foulée de réévaluer les objectifs et les moyens mis à disposition en vue du soutien de l'agriculture. Ainsi n'est-il pas exagéré d'affirmer que la manifestation de 1961 renverse certaines certitudes et conduit le politique à découvrir que «le malaise du paysan provient en grande partie de ce que ses produits lui sont payés à des prix politiques».[33] «Enfant pauvre de la haute conjoncture»[34] comme elle aime à se définir en 1961, la paysannerie prend par ailleurs conscience de l'influence symbolique et des ravages d'image qu'une manifestation peut avoir sur l'opinion publique.

La «Marche sur Berne» de 1973, la manifestation de masse comme mode d'action en perte de vitesse

Dans la période de profonds changements économiques et sociaux en cours durant les années 1970 et dans le sillage de Mai 68, la Marche sur Berne de 1973 marque à plusieurs titres un basculement et une redéfinition du mode d'action revendicatif des

31 Archiv des Regionalgerichts Bern-Mittelland (RGBM), Strafabteilung, Amthaus Bern, Strafakten des Bauernurteils am 27. August 1966, Schachtel Burdet und Konsorten, no 3/63 785, dossier photographique.
32 Le Paysan suisse, décembre 1962, p. 1.
33 La Feuille d'avis de Lausanne, 22 novembre 1961, p. 13.
34 Le Paysan suisse, 1er décembre 1962, p. 1.

paysans. Alors que la disparition programmée d'une partie importante du monde paysan est en marche,[35] le malaise existentiel de la paysannerie suisse perdure. Même si la politique agricole encourage de nouvelles cultures et d'autres types d'élevage, ce qui a pour effet d'améliorer les revenus moyens des agriculteurs, la question de l'insuffisance du revenu agricole d'une partie des paysans reste au cœur de la discussion. L'inflation importante et les coûts de production croissants (achat et réparation des machines, amélioration de la qualité, assurances diverses…) durant cette période ne font qu'aggraver la situation du revenu agricole de nombreuses exploitations. Celui-ci, bien qu'il s'améliore modestement pour une partie des paysans de plaine en raison des gains de productivité réalisés entre 1960 et 1968, se détériore en revanche pour la très grande partie de la population paysanne de montagne et colline, qui devenue quantité négligeable face au reste de la population, disparaît inéluctablement. Aussi, la part de personnes actives dans le monde agricole n'atteint plus que 7,6 % de la population suisse en 1970.[36] Certes, l'échec communicationnel de la manifestation dégénérée de 1961 a détourné une grande partie de la base paysanne du mode d'action manifestant; néanmoins, l'acuité du malaise[37] pousse une minorité des paysans à réitérer leur confiance à ce mode d'action le 15 novembre 1973. Malgré un déroulement exemplaire, la manifestation, rassemblée à l'appel du syndicat paysan UPS et de ses alliés, trouve un écho considérablement plus restreint dans la presse qui ne conçoit plus la manifestation de masse paysanne, la manifestation-pétition, comme un fait extraordinaire. En effet, le recours répété à ce mode d'action a finalement comme conséquence de le rendre, malgré une participation importante frisant les 10 000 personnes, moins spectaculaire. Le recours à la manifestation par les paysans est ainsi devenu conventionnel pour l'opinion publique, qui assimile désormais sans problème le paysan au fait manifestant. Aussi, minimisée dans les journaux en comparaison des épisodes précédents, la manifestation de 1973 confirme un désintérêt médiatique pour ce mode d'action de masse.

Cela dit, le recours à l'acte protestataire de la part des paysans ne disparaît pas dans les décennies suivantes. Il s'intensifie au contraire dans les milieux proches de l'UPS et majoritairement romands. En changeant son répertoire d'action, la manifestation des organisations paysannes dissidentes s'adapte aux évolutions sociétales *post-68* afin d'améliorer son écho et son impact sur l'opinion publique suisse, les différents médias et les autorités politiques. Dès lors, les manifestations de proximité, les marchés libres et autres ventes directes, tout comme les spectaculaires blocages de

35 Hans W. Popp, Le siècle de la révolution agricole. L'agriculture et la politique agricole suisses au 20e siècle, Lausanne 2001, pp. 56–58.

36 Archives USP, J2.332-01#2012/119#2174*, Bäuerliche Protestkundgebungen, Stellungnahmen (1973–1977), lettre de l'USP au conseiller fédéral Brugger, chef du Département de l'économie, 26 septembre 1973, p. 2.

37 L'Agri-journal Le Paysan, 15 novembre 1973, p. 1; La Terre romande, 15 décembre 1973, p. 1.

Ill. 5 et 6: Photographies de la Marche sur Berne du 15 novembre 1973 rassemblant 10 000 paysans sur la place du Palais fédéral. Agence Fotolib (Armand Deriaz, Mario Del Curto, Philippe Maeder). Armand Deriaz, Suisse en mouvement. Images de luttes populaires 1970–1980, Lausanne 1981, pp. 116–121.

route avec tracteurs ou engins agricoles gagnent en intérêt. C'est ce mode d'action directe, l'«action coup de poings»,[38] usant le plus souvent de slogans virulents et de la dramatisation qui permet de nouveau aux paysans d'exprimer leur malaise auprès des médias, en particulier à la télévision. Ainsi, le nouveau mode manifestant, pourvu d'un rapport direct au citoyen et en partie débarrassé de la dépendance médiatique qu'induit la manifestation-pétition en un seul endroit, s'avère être le meilleur moyen de traduire les craintes paysannes et de les faire connaître à l'ensemble de la population. Par ce nouveau mode d'action qui vise à occuper l'espace public, les revendications paysannes gagnent donc en visibilité et contribuent à imposer le malaise paysan à l'agenda politique et médiatique suisse.[39]

Un second basculement a lieu à la suite de la manifestation de 1973; en effet, c'est à ce moment que les organisations de défense professionnelle paysannes minoritaires commencent à recourir à un discours non plus principalement tourné vers la question nationale, s'adressant exclusivement aux autorités politiques fédérales, mais qu'apparaît une nouvelle dimension européenne du malaise paysan en réaction. Ainsi, à partir de ce tournant, c'est sur des questions de politiques macro-économiques au niveau européen que se joue le problème agraire. La marchandisation des produits, les importations de fourrages ou les répercussions en Suisse des mouvements revendicatifs européens des années1970 confirment cette tendance.[40] L'inflexion des réflexions politiques de la Confédération concernant la mise en place de paiements compensatoires destinés à pallier les manques de ressources qui subsistent chez les paysans suisses du fait de la concurrence extérieure et des coûts de production supérieurs à ceux de l'Europe confirme d'autant plus la dimension européenne du phénomène. Finalement, notons aussi les sympathies transnationales nouvelles qui se créent et s'intensifient entre divers mouvements au niveau européen, souvent en lien avec l'émergence de groupes environnementalistes, comme c'est par exemple le cas durant la lutte du Larzac.

C'est dans ce contexte, qu'abandonnant pour un temps le recours à la manifestation de masse, une minorité dissidente des paysans suisses fait le choix d'exploiter de nouveaux canaux afin d'exprimer un malaise toujours profond face à la disparition de la paysannerie. Quant au reste de la population agricole, représentée auprès du Conseil fédéral par l'USP et traumatisée par l'échec du mouvement de 1961, elle se refuse pour un temps à avoir recours aux manifestations de rue pour faire entendre ses messages revendicatifs. Profondément opposée à des actions directes, elle lui préfère le calme de la négociation avec l'État.

38 Lynch (voir note 11), p. 104.
39 Voir Duvanel (voir note 17), pp. 92–95.
40 Voir Martin, Paysans (voir note 9), pp. 465–468.

La manifestation comme révélateur d'un malaise existentiel et sociétal

D'emblée, il apparaît fondamental de noter le malaise existentiel profond qui travaille la paysannerie face aux changements structuraux subits par l'agriculture durant la période des Trente Glorieuses. Notre analyse des trois épisodes manifestants a mis en lumière à chaque reprise la réaction défensive d'une profession et d'une partie de la population face à sa place incertaine et indécise dans la société industrialisée. En effet, devant la disparition toujours plus aiguë de la paysannerie suisse, l'expression d'un malaise général et d'un sentiment d'abandon de la part du politique traverse l'ensemble du monde paysan et finit par éclater publiquement dès la manifestation de 1954. Les différents journaux agricoles notent désormais à chaque épisode manifestant l'intensité du malaise dans les rangs des agriculteurs, tandis que la presse généraliste reconnaît également le plus souvent ce phénomène de fond. Loin d'être un simple mécontentement corporatiste ou minoritaire, ce malaise général naît de l'observation d'une contradiction importante. Alors que l'ensemble de la population profite de hausses de revenu et d'une croissance importante durant cette phase d'expansion économique, à l'inverse, le monde paysan vit pour sa part une diminution du nombre de ses membres actifs et de ses revenus réels.[41] Quant aux paysans qui parviennent à se maintenir dans la profession, ils voient leurs gains stagner, voire régresser en comparaison d'autres groupes économiques, et cela au gré des décisions de politiques agricoles. Dès lors, la moindre diminution du prix aux producteurs fixé par le Conseil fédéral engendre une levée de boucliers revendiquant la parité des revenus par rapport aux autres secteurs de l'économie comparables. Pierre Bourdieu note ainsi de manière semblable pour la France l'effet déstabilisant des nouvelles décisions politiques lorsque «[l]es aléas des décisions politiques de l'État [...] commandent directement leurs revenus, parfois leurs décisions en matière d'investissement productif, de manière aussi brutale et imprévisible que le faisaient en d'autres temps, – et aujourd'hui encore, malgré les protections et les garanties, plus apparentes que réelles, de l'État Providence, – les aléas du climat et les calamités naturelles».[42]

D'autre part, la question du malaise est à rapprocher de celle de la crise d'identité sociale de la profession paysanne. En effet, face à l'industrialisation galopante dans l'agriculture, la représentation de soi du paysan bute sur une contradiction plus

41 On observe simultanément un affaiblissement du secteur agricole en comparaison des autres secteurs économiques – le PNB agricole suisse passe en 1955 de 10 % de l'ensemble du PNB suisse à seulement 5 % en 1970 –, ainsi qu'un exode rural important, l'augmentation de la dette moyenne par exploitation et la disparition continue d'exploitations. Voir aussi Moser (voir note 4), pp. 86–87.

42 Pierre Bourdieu, Une vie perdue, in: Pierre Bourdieu, Alain Accardo (éd.), La misère du monde, Paris 2007, p. 521.

générale. Alors qu'en 1954, le paysan conçoit toujours sa propre image comme celle du nourricier, du patriote et du pilier de la nation, les nouveaux objectifs de rationalisation des politiques agricoles engagées ébranlent cet état de fait.[43] Loin d'être uniformément favorables, les progrès dans la mécanisation et les rendements de l'agriculture montrent d'ailleurs rapidement leurs limites humaines et techniques. En moins de trois décennies, la paysannerie doit donc tourner la page de l'agriculture de subsistance pour faire éclore un nouveau paysan-entrepreneur, mais néanmoins paradoxalement subventionné en raison de l'insuffisance de son revenu. Dès lors, il faut caractériser ce malaise comme un sentiment de réaction à la mise à mort de l'agriculture ressentie par les paysans dans les campagnes. Le constat de Patrick Champagne, qui souligne un «engrenage de la modernisation, sans réelle amélioration de mode de vie et de revenus»,[44] nous semble tout à fait résumer le sentiment de malaise général existant en Suisse. Il faut voir dans cette désorientation de la paysannerie traditionnelle la toile de fond de toutes protestations paysannes survenues pendant les Trente Glorieuse dans l'agriculture suisse.

Transformation du répertoire protestataire paysan

L'utilisation de l'action manifestante par une majorité des paysans suisses afin d'exprimer leur mécontentement marque un profond bouleversement dans la représentation d'eux-mêmes que se donnent les paysans. Tandis que pour la majorité des paysans suisses ce mal-être existentiel ne peut plus rester muet sur la scène publique suisse, notre étude du recours à l'acte manifestant par les paysans a montré combien il était difficile à cette profession traditionnellement conservatrice de s'y résoudre. En effet, à en croire les différents hebdomadaires agricoles de toutes tendances, bien que le désir de peser sur la politique agricole et de faire pression contre les décisions fédérales défavorables à l'agriculture fédère l'ensemble de la profession, convaincre du bien-fondé d'une revendication par la protestation de rue ne fait pas l'unanimité dans le monde agricole en 1954. Profondément étrangère à l'identité sociologique d'une majorité des paysans durant les années 1950, la manifestation paysanne remporte pourtant, en raison de l'acuité du mécontentement, et à la suite de la réussite de la première Marche sur Berne de 1954 mise sur pied par les organisations agricoles régionales ou dissidentes, un soutien croissant observable dans des milieux paysans en proie à la désorientation.

43 Voir aussi Moser (voir note 4), pp. 366–368.

44 Patrick Champagne, Un avenir incertain, in: Pierre Bourdieu, Alain Accardo (éd.), La misère du monde, Paris 2007, p. 534.

Ill. 7 et 8: Marchés libres à Romont, automne 1973 et Photographies des manifestations paysannes sur les routes suisses du 16 septembre 1974, Agence Fotolib (Armand Deriaz, Mario Del Curto, Philippe Maeder). Deriaz (voir note 38), pp. 122–125 et 130–137.

La prise de conscience d'une grande partie des paysans de n'avoir plus d'avenir, la découverte de l'impossibilité de perpétuer l'exploitation familiale conduisent donc le paysan suisse, ainsi que ses organisations faîtières nationales, à une posture protestataire nouvelle, pourtant jusque-là inconcevable. Il faut donc voir dans le recours à l'acte manifestant par 40 000 paysans le 17 novembre 1961 un véritable acte de protestation contre les autorités, en grande part guidé par la perte de repères de nature structurelle et identitaire et par le sentiment d'impuissance qui en découle. Il n'est dès lors pas étonnant de voir émerger dans les journaux de nombreux articles[45] appelant à un front commun et à une action coordonnée des paysans suisses. Ainsi, alors que durant la décennie succédant à la Seconde Guerre mondiale, l'acte manifestant est resté cantonné à une frange minoritaire, dissidente et principalement romande des paysans, il émerge au niveau national en 1954 et s'étend à l'ensemble de la profession en 1961 par un phénomène courant d'adhésion au mouvement.[46]

À l'intérieur même du répertoire protestataire moderne utilisé par les paysans lors des trois manifestations étudiées, l'évolution du mode d'action de masse et son progressif essoufflement à partir de 1961 sont le fruit de plusieurs facteurs. D'emblée, il faut noter que le caractère qu'a pris la manifestation de 1961, avec ces affrontements de rue mais aussi les tensions internes au monde paysan et son écho médiatique négatif, ont sapé l'élan revendicatif d'un nombre important de paysans. De plus, la manifestation paysanne de masse n'intéresse plus autant les journaux et l'opinion publique. En effet, si conformément au stéréotype du paysan patriote, il apparaît encore subversif en 1961 qu'un paysan recourt à une manifestation pour exprimer son malaise, ce n'est plus le cas en 1973, moment où l'on assiste à une normalisation de la manifestation paysanne, tout comme c'est le cas d'ailleurs pour d'autre genres de manifestations dans le sillage de 1968. Dès lors, le mode d'action manifestant, que ce soit la «manifestation-pétition» ou le «meeting protestataire», ne fait plus assez parler de lui dans l'opinion publique et conduit de nouveau à une redéfinition de l'acte protestataire par le recours à de nouveaux types d'action directe plus proches de la population.[47]

Dès 1974, un nouvel élan protestataire apparaît dans les organisations agricoles minoritaires et dissidentes. Ces nouvelles «actions coups de poing»,[48] comme les blocages de route par les tracteurs ou les marchés libres, ne sont en réalité que l'adaptation d'un mode d'action protestataire aux règles de sélections des journalistes et des médias qui existent au niveau médiatique suisse.[49] Sans être soutenu par une majorité des organisations agricoles mais néanmoins très suivi dans l'ensemble du

45 Le Paysan suisse, juin 1954, p. 24; La Terre vaudoise, 15 mai 1954, p. 1; Le Paysan fribourgeois, 13 mai 1954, p. 3.
46 Fillieule (voir note 14), pp. 97–109.
47 Fillieule (voir note 14), pp. 65–70.
48 Lynch (voir note 11), p. 104.
49 Wisler (voir note 12), pp. 122–123.

milieu agricole, le «déchaînement» des manifestations durant l'année 1974 marque le passage à une autre phase de la contestation dont le but est clairement de rendre visible dans les médias et la population le combat des paysans pour leur existence à un moment où ceux-ci disparaissent inéluctablement.

Deux courants de défense professionnelle paysanne

Hormis le fait que l'émergence de manifestations paysannes de masse durant les Trente Glorieuses marque un profond bouleversement du rapport que la paysannerie entretient avec l'acte protestataire dans l'espace public, cette période contribue aussi à réaffirmer le fossé idéologique préexistant entre deux types d'organisations de défense professionnelle: à savoir, d'une part les organisations faîtières nationales de l'USP et de l'Union centrale des producteurs de lait (UCPL) et d'autre part leur principale rivale durant l'après-guerre, le syndicat paysan UPS, très majoritairement romand. En effet, il faut souligner que les prises de position des différentes organisations agricoles lors des trois manifestations analysées trahissent des conceptions de défense professionnelle très différentes, les unes favorisant le compromis au moyen de la négociation préalable avec l'administration fédérale, l'autre n'hésitant pas à recourir à l'action directe pour faire aboutir ses revendications. Si en 1954 les organisations centrales se refusent à toute participation active à la Marche sur Berne en invoquant, au travers de quelques allusions aux relents anticommunistes, l'incompatibilité du fait manifestant avec l'image du paysan suisse, diverses organisations paysannes locales comme l'UPF, pourtant membre de l'USP, ou dissidentes comme l'UPS, décident pour leur part que le moment est venu d'exprimer le malaise profond inhérent à la paysannerie à l'opinion publique au moyen de la manifestation. Reprochant à la fois aux organisations centrales de ne pas être assez combatives pour défendre la paysannerie et mues par un fort sentiment d'injustice, ces organisations minoritaires s'insurgent avec succès en 1954.

Pourtant, si seules quelques organisations minoritaires se dressent en 1954, il est bien plus intéressant de noter qu'à la suite de cette manifestation réussie et en réaction à l'écho favorable qu'elle a trouvé dans le milieu paysan mais aussi dans l'ensemble de l'opinion publique suisse, c'est toute la paysannerie qui tente au travers de la constitution du Comité suisse de la Marche sur Berne en 1954 de former un front uni, et cela «en dépit de l'individualisme agraire».[50] Alors que l'expérience de l'unité du monde paysan semble aboutir à la suite de la décision de rehaussement du prix du lait par le Conseil fédéral en 1954, elle ne fait en réalité que cacher des tensions

50 Champagne, Faire l'opinion (voir note 15), p. 232.

internes très intenses entre l'USP et l'UPS.[51] Aussi, il semble tout à fait étonnant, que face à la vague de mécontentement qui submerge la branche paysanne en 1961, ce soit cette fois-ci l'USP qui, en réaction à la pression de sa base exigeant des résultats probants et des actions visibles, se décide à appeler à un rassemblement devant le Palais fédéral. L'unité des organisations paysannes exhortant à manifester en 1961 se défait cependant très vite. En effet, à la suite de l'échec médiatique résultant des violences de rue, l'USP se désolidarise de toutes nouvelles actions manifestantes, rejette l'entier de la faute sur l'UPS qu'elle cherche à museler et par conséquent ne participe pas à la Marche sur Berne organisée par l'UPS en 1973.

Le soutien ou au contraire le refus de manifester des différentes organisations paysannes suggèrent deux conceptions de défense professionnelle complètement différentes. D'une part, le syndicat minoritaire UPS et ses alliés alémaniques affichent la volonté d'user de l'acte manifestant afin de faire éclater au grand public l'abandon des paysans par la politique agricole. Comme précurseurs dans le recours aux actions chocs en Suisse, ces derniers démontrent également une volonté de rupture et d'affrontement avec le gouvernement qui doit mener à une renégociation des décisions politiques concernant l'agriculture. Bernard Bruneteau analyse des logiques similaires en France, quoique plus radicales, en mentionnant une «ambivalence profonde de la violence paysanne des années 1960 qui met au service d'une stratégie globale de négociation avec le pouvoir d'État, les ressources de la vieille logique d'affrontement corporatiste».[52] D'autre part, à la suite de l'échec communicationnel de 1961, les associations faîtières de l'USP et de l'UCPL retrouvent quant à elles leur activité traditionnelle de recherche de compromis et tentent par un important travail de lobbyisme préalable de collaborer avec les autorités fédérales en amont des décisions afin d'en influencer la position. Ces deux attitudes antagonistes cristallisent aussi l'absence d'unité durable dans le monde paysan, qui, dans notre cas, se révèle autour de la question du recours à la manifestation de rue, mais qui pourrait tout à fait être mise en lumière en traitant la question de la place du progrès, de la lutte des classes au sein de l'agriculture ou du positionnement politique du paysan. Souvent mise en scène, l'absence d'unité du monde paysan et l'accentuation de l'hétérogénéité agricole cachent en réalité aussi d'autres processus conflictuels plus généraux dans la société des Trente Glorieuses. Jouant sur le clivage romand-alémanique, sur celui gauche-droite ou encore sur celui entre petites et grandes exploitations, l'absence d'unité au sein des organisations agricoles révèle par ailleurs la situation marginalisée du paysan, bouleversé, désorienté et souvent aussi désillusionné qu'il est dans la société industrielle en marche.

51 Archives USP, J2.332-01#2012/119#2016*, Les notes de de M. René Juri (USP) sur une séance du comité suisse de la Marche sur Berne du 2 juillet font état de critiques de certains membres de l'UPS à l'encontre de l'activité de l'USP.

52 Bruneteau (voir note 10), p. 217.

La paysannerie à la découverte du rôle de son image publique

Patrick Champagne affirme au sujet des manifestations paysannes françaises que «[l]es agriculteurs, comme la plupart des notions de ce type, ne renvoient pas à des groupes réels mais à des collectifs fabriqués par et pour la politique».[53] Notre travail de recherche sur le terrain suisse confirme tout à fait l'hétérogénéité et de la diversité de cette branche économique. Avec l'apparition du recours à la manifestation nationale de masse, l'image du paysan suisse se modifie et se précise dans l'opinion publique. Dès lors, parallèlement à l'action traditionnelle des organisations de défense professionnelle paysanne, la manifestation paysanne devient en quelque sorte la vitrine politique d'un groupe de population qui tente de se définir comme un groupe social uni et solidaire. Bien que cette stratégie ne porte pas toujours ses fruits, il faut néanmoins reconnaître que les actions manifestantes contribuent à la transformation de l'image publique du paysan durant les Trente Glorieuses.

La manière dont la paysannerie manifeste tout comme les différentes connotations qui peuvent lui être attribuées contribuent à former une image collective de la profession. La manifestation, réfléchie comme l'expression d'un groupe invisible et hétérogène, permet ainsi d'atteindre une visibilité nationale que lui confèrent ces rassemblements de masse. Il faut ainsi voir dans la manifestation de 1954 une première tentative nationale de faire corps par la mobilisation de masse. Grâce à l'image généralement bienveillante transmise dans la presse au sujet de cet événement, et avant même d'avoir recours à des pratiques transgressives comme en 1961, c'est bien une rupture du mode d'action de défense professionnelle qui conduit à la formation d'un imaginaire autre que celui très stéréotypé du paysan patriote et conservateur qui prévalait depuis le début du XXe siècle. En effet, par le recours à ce nouveau mode d'action, le paysan suisse rentre, grâce à ses velléités protestataires, dans un processus de fabrication d'image publique. Les organisations paysannes comprennent d'ailleurs rapidement l'avantage de ce moyen d'action novateur pour la paysannerie dans le but d'accéder à l'opinion publique et de s'attirer sa sympathie.

L'exposition au grand jour du malaise paysan au cours des manifestations et le traitement dans les journaux de la situation précaire d'une partie de l'agriculture ébranlent l'opinion publique. À l'aide de slogans et de pancartes, les manifestants paysans tentent d'émouvoir et de toucher les citoyens suisses. C'est d'ailleurs l'usage de slogans parfois aux connotations misérabilistes qui contribue à faire naître ce sentiment plus que la manifestation en elle-même. Un second paramètre très important dans la transmission de ce malaise réside dans le nombre de manifestants, qui demeure un élément essentiel à tous traitements médiatiques. Patrick Champagne affirme d'ailleurs que le but de la manifestation est en grande partie de «produire une

53 Champagne, Faire l'opinion (voir note 15), p. 253.

image publique [d'elle]-même»,[54] ce qu'il définit plus généralement sous le terme de «manifestation de papier».[55] Aussi, même si les manifestations paysannes de 1954, 1961 et 1973 sont caractérisées par la tentative des organisations agricoles de donner un message direct aux autorités politiques, il faut mettre en évidence, comme l'a souligné Dominique Wisler, qu'en parallèle «le journaliste offre au mouvement un accès à l'espace de lutte symbolique où sont nommés et définis les enjeux qui à force d'être répétés, finissent par s'imposer dans l'agenda politique».[56] Ainsi, dans une démocratie comme celle présente en Suisse, réussir par l'usage de la manifestation à émouvoir durablement l'opinion publique suisse et les médias signifie par ailleurs à long terme aussi réussir à faire émerger sur le plan politique un soutien aux revendications de la paysannerie.

Pourtant, comme nous le montre l'exemple de 1961, l'image publique du paysan demeure fragile et réversible à tout moment. L'épisode violent, repris de manière très exagérée dans la presse suisse, et en particulier alémanique,[57] prouve combien la représentation paysanne est compliquée et dangereuse pour l'ensemble de la profession qui rapidement pâtit de la dégénération en violence de rue. Finalement, le changement qui s'opère à partir de 1973, moment où la rupture du mode d'action a lieu au profit d'une action plus spectaculaire et de proximité des organisations minoritaires, montre combien le rôle de la manifestation est important pour expliquer la perception publique du métier de paysan durant les Trente Glorieuses. Par la rupture d'avec ce mode d'action de masse devenu trop conventionnel au cours des années 1960, une partie de la paysannerie cherche dès 1973 à transmettre sous une forme nouvelle son message de détresse au citoyen suisse. Usant de la stratégie de proximité et occupant l'espace public de manière décentralisée et parfois spectaculaire, la manifestation paysanne s'adapte donc encore une fois à son environnement social pour tenter d'atteindre le plus directement possible l'opinion publique. Comme moyen symbolique de se rendre visible sur la scène nationale et non plus comme but en soi, la paysannerie cherche constamment à trouver le mode d'action qui lui offrira la meilleure couverture médiatique et le meilleur accès à l'ensemble de l'opinion publique suisse.

54 Champagne, Faire l'opinion (voir note 15), p. 213.

55 Patrick Champagne, La manifestation comme action symbolique, in: Pierre Favre (éd.), La manifestation, Paris 1990, chapitre 11.

56 Wisler (voir note 12), p. 122.

57 Voir Savoy (voir note 18), pp. 89–95.

Représentation et capital médiatiques de la paysannerie dans la presse

Face à l'émergence des manifestations paysannes, il est capital de se pencher sur l'impact engendré par celles-ci dans les médias écrits et audiovisuels.[58] Comme le montre Patrick Champagne, «on pourrait presque dire [...] que le lieu stratégique où se déroulent les manifestations, qu'elles soient d'ailleurs violentes, spontanées, ou pacifiques et organisées, n'est pas la rue, simple espace apparent mais la presse».[59] En effet, par la fabrication ou la réactivation d'images, de stéréotypes et de clichés, diverses représentations du paysan sont véhiculées par les médias. Si la perception traditionnelle du paysan suisse fait presque exclusivement l'éloge d'un paysan patriote et nourricier de la Nation jusqu'au début des années 1950, *L'illustré* exprime de manière certes imagée, mais pourtant très adéquate, le bouleversement profond de cette image qui survient à la suite de l'apparition de la manifestation paysanne de 1954: «Un gamin bernois s'était installé dans les bras d'une des statues pour contempler le spectacle assez affligeant qui ne correspondait pas à ce qu'on lui avait expliqué dans le livre d'histoire suisse aux pages du Rütli.»[60]

Aussi, à la suite de la Marche sur Berne de 1954 et de la dégénération violente et incontrôlée de la manifestation de 1961, les médias découvrent avec surprise une paysannerie revendicatrice et manifestante.[61] Le stéréotype représentant le paysan comme un docile *faiseur de Suisse* subit, à partir de 1954, une profonde déstabilisation. Face à ce renversement, c'est donc le capital médiatique et l'image de la paysannerie qui subit un changement de fond. La figure collective du paysan suisse, désormais agrémentée de la caractéristique manifestante, lui vaut d'être critiquée dans de nombreux journaux libéraux, qui considèrent l'usage de la protestation de rue par les paysans comme le fossoyeur du modèle de démocratie helvétique.[62] À l'inverse, les journaux régionaux et conservateurs plus sensibles aux difficultés paysannes soutiennent le recours à l'acte manifestant tout en reconnaissant explicitement l'existence d'un malaise profond. Quant à la presse de gauche et aux journaux communistes, ils s'en réjouissent en appelant par ailleurs à une alliance nouvelle des paysans et des ouvriers face aux excès du capitalisme.[63] Cette nouveauté dans le répertoire protestataire paysan réveille de plus dans une partie de la presse alé-

58 Pour plus de détails, voir l'analyse complète du discours de la presse suisse au sujet de chaque manifestation paysanne dans Savoy (voir note 18), pp. 52–63, 89–103 et 127–132.

59 Champagne, Faire l'opinion (voir note 15), p. 232.

60 L'illustré, 23 novembre 1961, p. 57.

61 Voir par exemple le Journal de Genève, 11 mai 1954, p. 2.

62 Voir par exemple Neue Zürcher Zeitung, Morgenausgabe, 18 novembre 1961, p. 8, et Der Bund, 19 novembre 1961, p. 5.

63 Savoy (voir note 18), pp. 62–64.

manique, en particulier les quotidiens libéraux, de violentes attaques empreintes d'anticommunisme à l'encontre des paysans romands.[64]
Le rassemblement paysan de 1961 provoque une nouvelle redéfinition de l'image collective du paysan en réaction aux violences de rue survenues après l'événement. Désormais, l'image publique du paysan est aussi assimilée à la violence de rue. Dès lors, négligeant la question des revendications, la plupart des journaux focalisent leurs articles sur la question de la violence, qu'ils exagèrent abondamment au point de rendre la base paysanne presque honteuse vis-à-vis de cet événement. Il est d'ailleurs de nouveau frappant de constater l'opposition qui existe entre les journaux alémaniques qui focalisent leurs reportages sur la violence, alors que ceux de Suisse romande usent plus généralement d'euphémismes pour qualifier les dérapages brutaux.[65] Ainsi, à partir de 1954 et surtout en 1961, la dimension médiatique de la manifestation paysanne et le traitement des revendications par la presse deviennent progressivement les principaux leviers de protestation et de revendication du monde paysan. En effet, en dehors de l'impact direct de l'événement lors des manifestations de 1954 et 1961, c'est bien l'importance déterminante des médias quant au succès des actions paysannes qui modifie leur forme et introduit de nouveaux enjeux stratégiques. Afin de peser sur le débat public, la paysannerie découvre le potentiel et le rôle de son image dans l'espace public. Malgré ses aspects néfastes dans un premier temps, l'image violente, mais néanmoins unie, véhiculée par le paysan suisse en 1961 lui permet paradoxalement à moyen terme d'extérioriser son malaise dans l'opinion publique et auprès des autorités politiques fédérales.
À partir de 1970, alors que le recours par les paysans à la manifestation de masse se normalise et ne fait plus assez parler de lui dans les médias, c'est progressivement grâce à la théâtralisation et à la dramatisation des revendications paysannes au moyen d'actions chocs que la une des journaux peut de nouveau être atteinte. Ainsi, le répertoire manifestant utilisé par une minorité rassemblée autour de l'UPS et de ses alliés évolue rapidement vers une forme plus subversive afin de faire perdurer l'intérêt des médias pour la cause paysanne. Comme l'affirme Édouard Lynch, «une médiatisation réussie exige aussi de se couler dans un système de représentation et d'image élaborées par autrui et qui lui échappe en partie».[66] C'est en partie ce qui se déroule dans le paysage médiatique suisse. Dès lors, les représentations du paysan données par la presse écrite tout comme celles évoquées dans les magazines télévisés d'informations, qui dès les années 1970 s'intéressent au problème de la marginalisation de ce groupe social et à sa disparition, contribuent à rendre le mécontentement paysan plus visible et compréhensible pour la population.

64 Voir par exemple Neue Zürcher Zeitung, Mittagsausgabe, 10 mai 1954, p. 10, et Tages-Anzeiger, 18 novembre 1961, p. 2.
65 Cette tendance est également signalée par Wisler (voir note 12), p. 130.
66 Lynch (voir note 11), p. 124.

Dans la «course aux armements communicationnels»[67] apparaissant à la fin de notre période d'analyse, une portion minoritaire des paysans, mais qui est pourtant souvent perçue par une grande partie de l'opinion publique comme l'expression de l'ensemble du milieu, cherche au moyen de manifestations spectaculaires et d'actions de proximité à sensibiliser, à informer et séduire l'opinion publique.[68] En somme, grâce à la présentation d'une image nouvelle du paysan suisse, désormais souvent dépeint individuellement ou en famille dans ses difficultés quotidiennes, c'est bien aussi la symbolique propre de celui-ci qui évolue. À la conception homogène traditionnelle du paysan patriote proche de la nature se confrontent progressivement de nouvelles approches qui lui accolent dorénavant toujours davantage, de manière positive comme négative, les thèmes de la disparition de l'agriculture, de la rationalisation, du syndicalisme violent.

Au moment de tirer les derniers traits de cette esquisse sur les manifestations paysannes au cours des Trente Glorieuses, il nous faut ici présenter les perspectives de recherche très prometteuses qui existent dans le vaste domaine de l'histoire agraire suisse encore trop peu défrichée. S'attardant sur les disparités culturelles et les clivages régionaux des soulèvements paysans, sur l'évolution des manifestations régionales, différentes recherches futures formeraient à n'en pas douter d'intéressants questionnements complémentaires. Par ailleurs, qu'en est-il de la place du paysan suisse vis-à-vis du milieu ouvrier et de ses revendications tout comme celle des consommateurs? Il faudrait aussi pour compléter notre travail se pencher sur l'émancipation de la femme paysanne dans le milieu agricole et sur son identité particulière, tandis qu'elle ne devient que très progressivement actrice au même titre que l'homme. Pour l'heure, disons encore que le cadre temporel de notre analyse, qui s'arrête en 1975, pourrait être transposé lors d'un travail de recherche futur sur la période allant de 1975 à nos jours afin d'appréhender une nouvelle période charnière de l'agriculture suisse qui voit se constituer une politique agricole tout à fait novatrice fondée sur le principe des paiements directs distribués aux paysans-exploitants et rétribuant des prestations écologiques particulières. En effet, l'étude des actes protestataires survenus dans le monde paysan durant les années 1975–2000, en réaction à la constitution par les politiques agricoles d'une «agriculture multifonctionnelle»,[69] pourrait également être poursuivie sur le plan de l'identité et de l'image du paysan. Elle montrerait peut-être la poursuite de la crise d'identité du paysan suisse mais certainement aussi un certain agacement de l'opinion publique face à la continuelle complainte des paysans. Cette période allant jusqu'à l'entrée en vigueur des mesures de compensations écologiques autour du millénaire, également très riche en protes-

67 Lynch (voir note 11), p. 101.
68 Bruneau (voir note 13), p. 25.
69 Popp (voir note 35), p. 102.

tations de rue, déplacerait à n'en pas douter la question sur un terrain plus politisé, plus mondialisé et plus international, du fait de l'entrée de la Suisse à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des répercussions en Suisse de la politique agricole commune active en Europe.